

Ecrit par le 6 février 2026

DPE, un bol d'air pour le logement, au risque de tendre les prix



À compter du 1er janvier 2026, la réforme du diagnostic de performance énergétique devrait faire sortir 850 000 logements du statut de passoire thermique. Une évolution attendue dans un marché locatif sous tension, mais qui pourrait aussi peser sur les prix, y compris en Vaucluse.

Le marché immobilier s'apprête à intégrer un changement technique aux effets très concrets. Le 1er janvier 2026 entre en vigueur un nouveau mode de calcul du diagnostic de performance énergétique ([DPE](#)), destiné à corriger un biais défavorable aux logements chauffés à l'électricité. À la clé, **environ**

Ecrit par le 6 février 2026

850 000 biens jusque-là classés F ou G pourraient voir leur note s'améliorer sans travaux, modifiant sensiblement l'équilibre du marché.



Copyright MMH

Un ajustement méthodologique aux conséquences massives

La réforme repose sur la révision du coefficient de conversion de l'électricité, jusqu'ici fixé à 2,3, et abaissé à 1,9, contre 1 pour les autres sources d'énergie (gaz ou le bois). Ce coefficient, utilisé pour traduire l'énergie finale en énergie primaire dans le calcul du [DPE](#), pénalisait jusqu'à présent les logements électriques par rapport aux autres modes de chauffage.

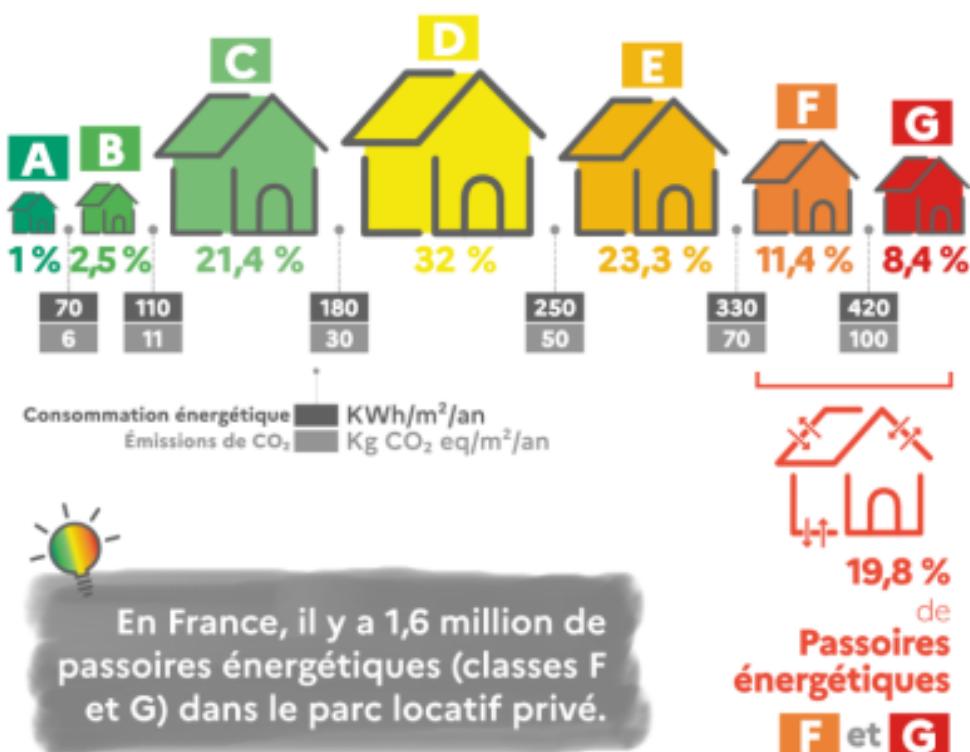
Cette évolution devrait permettre de reclasser près de 850 000 logements, sur les 4,8 millions de passoires thermiques recensées en France en 2023. Elle vise également à rapprocher la méthodologie française de celle en vigueur dans d'autres pays européens comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, ou encore la Belgique, où l'électricité est moins pénalisée dans l'évaluation énergétique des logements.

Ecrit par le 6 février 2026

Un soulagement pour un marché locatif sous tension

Cette réforme intervient dans un contexte de raréfaction de l'offre locative. Depuis [janvier 2025](#), les logements classés G sont interdits à la location, tandis que les logements F le seront à partir de 2028. Par ailleurs, les biens classés F ou G ne peuvent plus faire l'objet d'une revalorisation de loyer depuis 2022. Dans ce cadre, la sortie de plusieurs centaines de milliers de logements du statut de passoire énergétique pourrait desserrer partiellement l'étau, notamment dans les territoires où le parc ancien est dominant.

Les passoires énergétiques du parc locatif privé

Données au 1^{er} janvier 2022

Copyright www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

En Vaucluse

En [Vaucluse](#), cette évolution pourrait avoir un impact notable. Le département se caractérise par une part importante de logements construits avant les premières réglementations thermiques, notamment

Ecrit par le 6 février 2026

dans les centres anciens d'Avignon, Carpentras ou Orange, où le chauffage électrique est largement répandu. La réforme pourrait donc permettre la remise sur le marché de logements jusqu'ici contraints, sans pour autant régler les enjeux structurels de rénovation.

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	128 138	156 055	180 712	211 714	234 367	277 833	295 359	314 424
Résidences principales	112 509	131 337	152 731	177 993	199 935	232 793	244 033	256 118
Résidences secondaires et logements occasionnels	6 052	9 303	12 965	16 330	16 429	20 094	22 774	27 123
Logements vacants	9 577	15 415	15 016	17 391	18 003	24 946	28 553	31 183

(*) 1967 et 1974 pour les DOM

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.

Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

Copyright INSEE état des logements Vaucluse

Des logements toujours énergivores

Si la note administrative évolue, la performance réelle des bâtiments reste inchangée. Les logements concernés demeurent, dans de nombreux cas, mal isolés. La réforme modifie l'étiquette énergétique, mais non la qualité thermique intrinsèque du bâti. Un point régulièrement souligné par les acteurs publics de la rénovation énergétique, qui alertent sur le risque de retarder certains travaux pourtant nécessaires à moyen terme.

Une mise à jour simplifiée, mais un contrôle limité

Sur le plan opérationnel, les propriétaires n'auront pas à refaire de diagnostic. Les DPE réalisés avant 2026 pourront être mis à jour gratuitement sur la plateforme de [l'Ademe](#), sans nouvelle intervention sur site.

La fiabilité du DPE

Cette simplification s'inscrit toutefois dans un contexte de fragilisation de la fiabilité du DPE. Plusieurs études sectorielles font état d'incohérences statistiques et d'une progression des surévaluations, notamment dans les zones tendues, où la pression réglementaire est la plus forte. Les capacités de contrôle demeurent limitées, alors même que les enjeux financiers sont importants.

Ecrit par le 6 février 2026



Copyright Freepik

Un effet mécanique sur les prix

La reclassification énergétique pourrait également influer sur les prix de vente et de location. Les données notariales montrent que l'étiquette énergétique pèse lourdement sur la valorisation des biens. En 2024, une maison classée G se vendait en moyenne 25% moins cher qu'une maison classée D, et 18 % de moins pour une F. Pour les appartements, les écarts atteignaient respectivement 17 % et 10 %. En Vaucluse, où le pouvoir d'achat immobilier est plus contraint que dans les grandes métropoles, une amélioration automatique des notes pourrait contribuer à une hausse mécanique des prix, au détriment des ménages modestes et des primo-accédants.

D'autres évolutions à venir

La réforme du DPE ne constitue qu'une étape. D'autres ajustements sont à l'étude, notamment une [proposition de loi](#) visant à permettre la sortie temporaire de certains logements du statut de passoire énergétique sous condition d'un engagement de travaux dans un délai encadré. Autant de signaux qui traduisent la recherche d'un équilibre délicat entre maintien de l'offre et ambition climatique.

Calista Contat-Dathey

Ecrit par le 6 février 2026

Miel : les apiculteurs provençaux misent aussi sur l'Europe



[Les Apiculteurs en Provence](#) se sont engagés dans une démarche de certification IGP (Indication géographique protégée) Miel de Provence, un signe de qualité reconnu dans toute l'Union Européenne. Objectif : protéger au mieux protège l'origine et la typicité aromatique de leurs miels tout en garantissant un produit de qualité.

Dans un contexte où la qualité, l'origine et la transparence sont devenues des critères essentiels pour les consommateurs, ces Signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO), comme les IGP ou le Label rouge, sont autant une garantie pour les consommateurs qu'une opportunité pour les apiculteurs.

Après 10 ans de démarche, la certification IGP est reconnue à l'échelle européenne depuis 2005. Pour la filière apicole provençale, cela veut dire que l'IGP (Indication Géographique Protégée) distingue le miel de Provence en garantissant des caractéristiques spécifiques directement liées à son origine

Ecrit par le 6 février 2026

géographique. En effet, les producteurs de miel sous IGP produisent du miel de Provence exclusivement dans la Région Sud-Paca, ainsi que dans l'ouest du Gard et le sud de la Drôme.

Pour rappel, le Label Rouge pour le miel de Lavande a été acté en France 1989 et celui du miel Toutes Fleurs de Provence a quant à lui été obtenu en 1994.

Un bonus économique et une protection juridique

Une certification loin d'être neutre pour les 300 apiculteurs adhérents [aux signes de qualité Miel de Provence et Label Rouge Lavande et toutes fleurs de Provence](#) (dont 57 en Vaucluse). En effet, ces différents labels offrent une valorisation économique pour les producteurs qui leur permet d'être payés à leur juste valeur. En 2020, le miel de Provence IGP se vendait en vrac à un prix moyen de 7,47€/kg, contre 4,60 à 4,80€/kg pour des miels toutes fleurs classiques non certifiés.

Ces dénominations de qualité permettent également une protection juridique face à la concurrence déloyale et aux fraudes, telles que l'usage abusif de noms valorisants par des produits importés ou fabriqués hors zone. Cette protection s'applique tout aussi bien aux producteurs qu'aux consommateurs qui peuvent acheter sereinement ces miels produits par les abeilles locales.



Crédit : Julie Vandal

Renforcement de la filière et cahier des charges commun

Autre avantage « les SIQO renforcent ainsi la structuration des filières agricoles, expliquent les Apiculteurs en Provence. En s'appuyant sur un cahier des charges commun, ils fédèrent les producteurs autour d'une démarche collective de qualité. Ils contribuent également à mieux faire connaître le métier d'apiculteur et à promouvoir les productions locales.

Par ailleurs « l'origine provençale du miel est assurée par une traçabilité contrôlée, renforcée par des analyses polliniques et organoleptiques qui permettent de certifier l'authenticité du produit, poursuivent

Ecrit par le 6 février 2026

les représentants de la filière*. Le Label Rouge, de son côté, distingue des produits de qualité supérieure, sur la base de critères rigoureux, notamment physico-chimiques et organoleptiques. C'est le cas du miel de lavande et du miel toutes fleurs Label Rouge, qui doivent répondre à un cahier des charges précis et dont les opérateurs font l'objet de contrôles réguliers. En Provence, le Label Rouge est systématiquement associé à l'IGP : la qualité et l'origine géographique sont ainsi conjointement garanties. »

La production régionale en miel avoisine les 2 500 tonnes par an (dont 60% de la distribution est assuré en vente directe). Parmi cette production, on retrouve celle de apiculteurs vauclusiens qui représente, hors volumes des coopératives, 16 087kg en IGP, 24 737kg en Label Rouge lavande et 3 571kg en Label Rouge toutes fleurs. L'apiculture provençale est la première filière apicole de France en termes de signes de qualité.

*Apiculteurs en Provence regroupe notamment l'Association pour le Développement de l'Apiculture Provençale ([ADAPI](#)), le Syndicat des miels de Provence et des Alpes du Sud et la Coopérative Provence Miel. L'ensemble représente les 3 600 apiculteurs provençaux qui exploitent près de 163 000 ruches dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Déchets : la France déborde, le trafic s'organise !

Ecrit par le 6 février 2026



Chaque année, la France produit près de 340 millions de tonnes de déchets. En marge des circuits officiels, des trafics mafieux et des dépôts sauvages gangrènent le territoire. Du béton balancé en pleine forêt à la fraude industrielle en Provence, l'émission 'Enquête exclusive' lève le voile sur un système opaque, lucratif et toxique. À voir dimanche 12 octobre à 23h10 sur M6.

Enquête : quand la France devient la poubelle de l'Europe. Pneus usés, gravats, plastiques, électroménager hors service... Ces déchets, vous les voyez parfois en bord de route ou au détour d'un chemin forestier. Mais ce que vous ne voyez pas, ce sont les circuits illégaux et les trafics organisés qui prospèrent sur le dos d'un pays devenu incapable de gérer ses propres ordures.

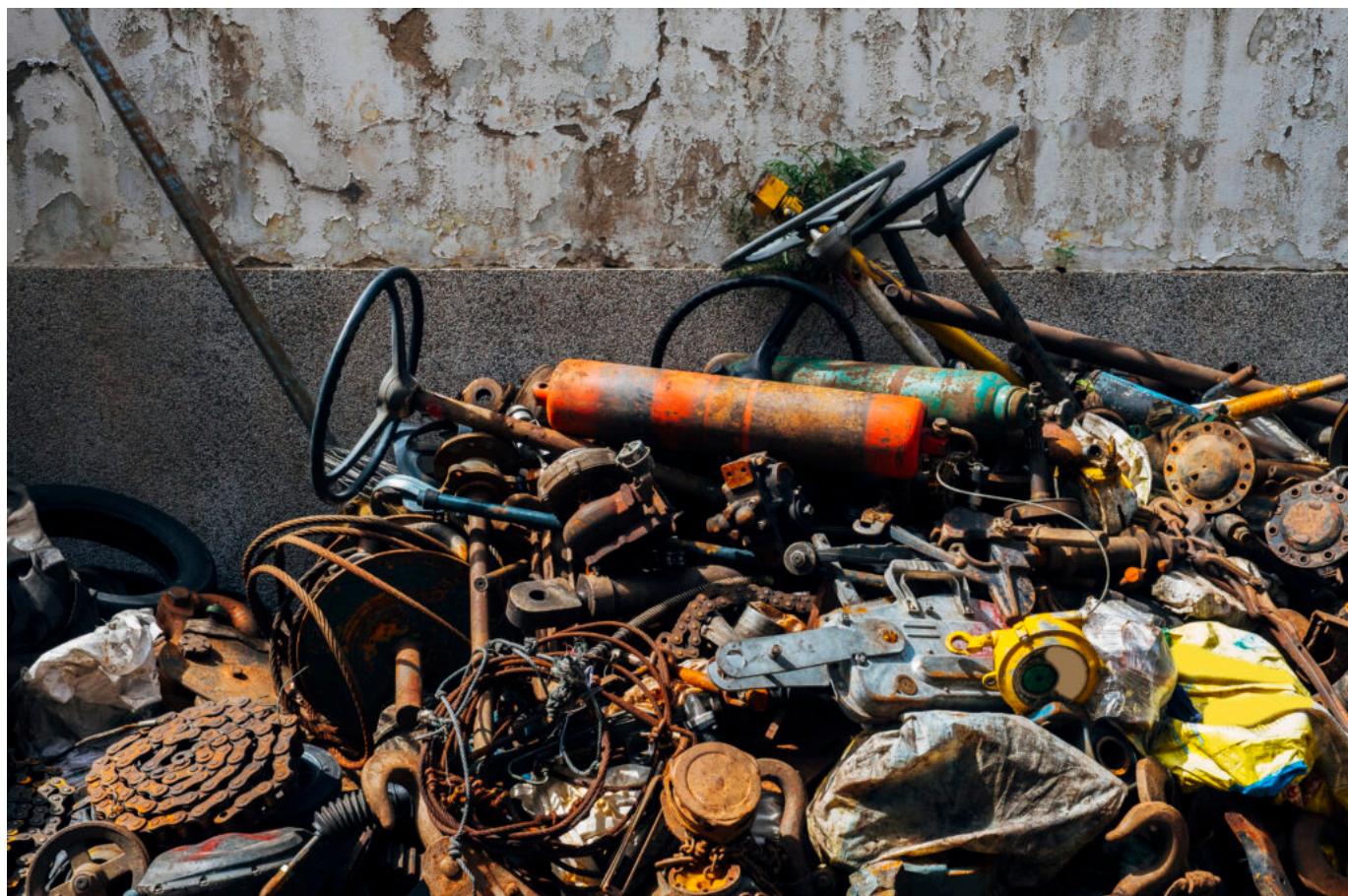
Une pollution à ciel ouvert

À Forbach, en Moselle, les forêts se transforment en décharges à ciel ouvert. Nos confrères ont filmé des dépôts sauvages en pleine nature : des voitures venues de France... mais aussi d'Allemagne. Car outre-Rhin, le recyclage des pneus est strictement encadré et payant. Côté français, les sanctions - jusqu'à 1 500€ - sont rarement appliquées. Résultat : les forêts deviennent des exutoires bon marché, et le nettoyage repose, bien souvent, sur des bénévoles épuisés et désemparés.

Quand la fiscalité pousse à tricher

Ecrit par le 6 février 2026

En Dordogne, à Périgueux, un autre phénomène prend de l'ampleur. Ici, les habitants doivent payer à chaque dépôt d'ordures. Une carte annuelle à 272€ donne droit à un sac par semaine. Au-delà ? 6€ le sac. Une mesure incitative qui vire à la débâcle : poubelles publiques surchargées, sacs abandonnés dans la rue, rats en fête... et des services municipaux débordés. Le coût environnemental et social dépasse largement les économies espérées.



Copyright Jcomp Freepik

La Provence, plaque tournante d'un trafic organisé

Mais c'est en Provence que l'enquête prend une tournure quasi-mafieuse. Sur une ancienne propriété agricole, *Enquête exclusive* a découvert un impressionnant stock de déchets de chantier : plus de 1 000 tonnes réparties sur des dizaines d'hectares. Derrière cette montagne de déchets, un trafic bien rodé, orchestré avec la complicité de salariés d'un grand groupe de retraitement. Un système illégal mais extrêmement rentable.

Des frontières poreuses

Aux confins du Luxembourg, les douaniers multiplient les contrôles sur les camions transportant des "matières valorisables". Un terme souvent utilisé pour camoufler des cargaisons illégales. Si les

Ecrit par le 6 février 2026

remorques sont interceptées, elles repartent illico vers leur pays d'origine, mais l'amende - entre 150 et 900€ - reste dérisoire face aux profits réalisés.

Un système à bout de souffle

La France croule donc sous ses déchets. Et face à la multiplication des dépôts illégaux (35 000 recensés), les réponses tardent. Sanctions faibles, contrôles insuffisants, inégalités fiscales entre pays européens... Le système favorise les dérives. Et les conséquences sont bien réelles : sols pollués, nappes phréatiques menacées, tensions sociales en hausse. Une plongée sans fard dans un monde où l'économie de la poubelle est devenue un business juteux. Mais à quel prix ?

Enquête exclusive - Trafics, dépôts sauvages : la France croule sous les ordures Dimanche 12 octobre 2025 À 23h10 Sur M6.

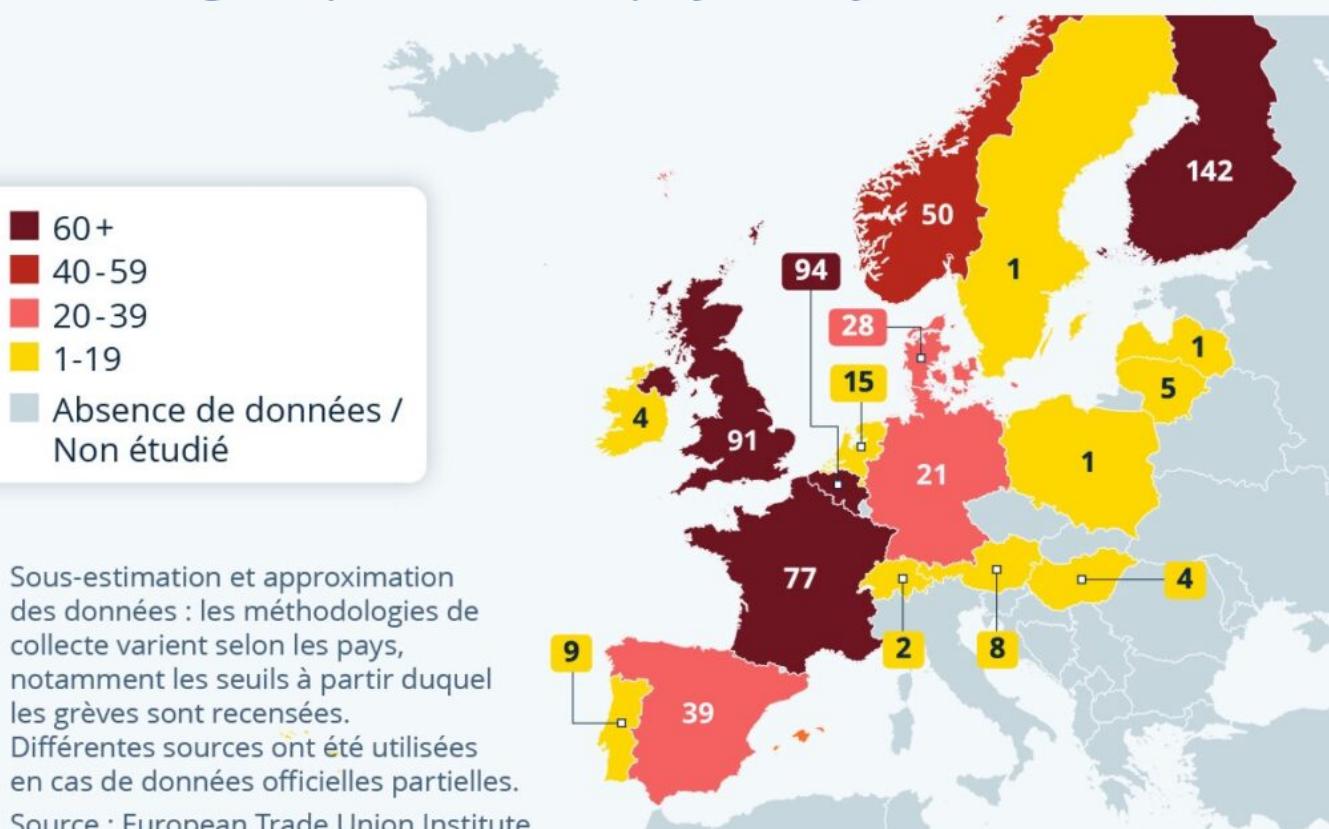


Où fait-on le plus souvent grève en Europe ?

Ecrit par le 6 février 2026

Où fait-on le plus souvent grève en Europe ?

Estimation du nombre annuel de jours non travaillés pour fait de grève pour 1 000 employés (moyenne 2020-2023)



Sous-estimation et approximation des données : les méthodologies de collecte varient selon les pays, notamment les seuils à partir duquel les grèves sont recensées. Différentes sources ont été utilisées en cas de données officielles partielles.

Source : European Trade Union Institute



La France se prépare à deux journées de mobilisation annoncées contre les projets d'[économies budgétaires du gouvernement Bayrou](#). Le 10 septembre par un mouvement lancé sur les réseaux sociaux et le 18 septembre par l'intersyndicale, alors que certains syndicats du secteur des transports aérien et ferroviaire prévoient des actions pour les deux dates.

Ecrit par le 6 février 2026

À cette occasion, nous nous sommes penchés sur le recours à la grève en Europe. La France est-elle vraiment le pays où l'on dénombre le plus de mouvements sociaux de ce type ?

Selon une analyse de l'Institut syndical européen ([European Trade Union Institute, ETUI](#)), un centre indépendant de recherche lié à la Confédération européenne des syndicats, entre 2020 et 2023, la France faisait partie des pays européens où le nombre annuel moyen de jours de grève recensés était le plus élevé, soit près de 80 journées non travaillées pour 1 000 employés (estimation pour le secteur privé et public). Cependant, elle n'était pas seule en tête et était même devancée sur cette période, et selon les données disponibles, par la Finlande (environ 140 jours par an pour 1 000 employés), la Belgique et le Royaume-Uni (chacun plus de 90 jours pour 1 000 employés). À l'inverse, les pays européens comptabilisant les ratios de journées de grève les moins élevés sur la période 2020-2023 étaient la Pologne, la Lettonie, la Suède et la Suisse (1 à 2 jours non travaillés par an pour 1 000 employés).

Il est toutefois important d'indiquer que les pays qui publient des données à ce sujet utilisent des méthodologies différentes pour comptabiliser les grèves, notamment en ce qui concerne les seuils à partir duquel elles sont recensées (par exemple en France : entreprises de 10 employés ou plus). Ainsi, bien que l'étude de présentée ici offre un aperçu intéressant des tendances à l'échelle régionale, il convient de prendre avec prudence les comparaisons de pays à pays et de tenir compte du fait que les chiffres indiqués représentent une sous-estimation du nombre total réel d'actions syndicales à l'échelle nationale.

Assiste-t-on à une recrudescence des grèves en France ?

Assiste-t-on à une recrudescence des grèves en France ? Tout dépend de l'échelle de temps sur laquelle on se place. Alors que le nombre de grèves est tombé au plus bas pendant la pandémie de Covid-19, un retour en force de la contestation sociale est observé depuis 2022, comme le révèlent les données de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques (Dares). Toutefois, les chiffres annuels sur les grèves publiés à ce jour restent assez loin des niveaux enregistrés en 2010.

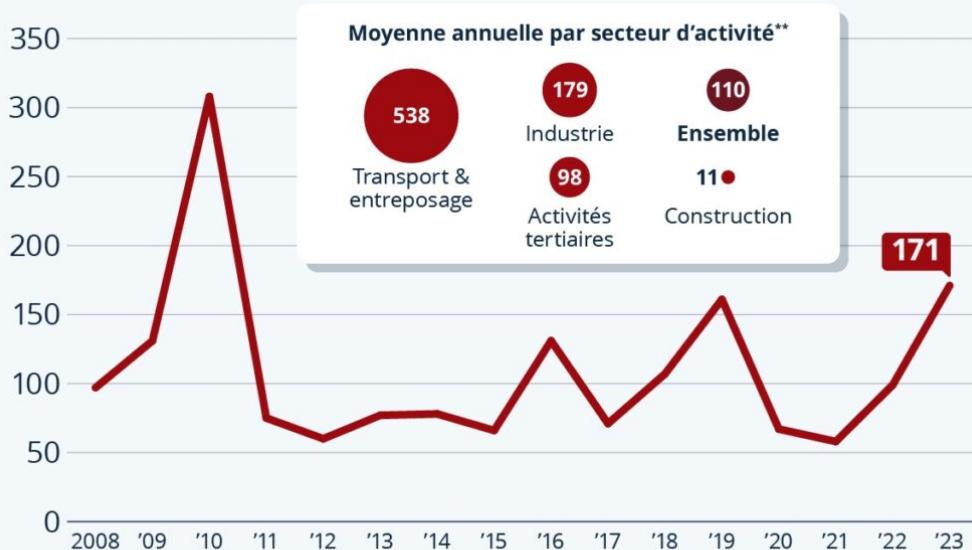
En 2023, dernière année pour laquelle ces données disponibles, la Dares a comptabilisé 171 journées individuelles non travaillées pour fait de grève pour 1 000 salariés dans le secteur privé non agricole en France. Un chiffre en hausse de 72 % par rapport à 2022 (99 jours pour 1 000 salariés), et de 195 % par rapport au creux enregistré en 2021 (58 jours). L'année 2023 avait notamment connu des mouvements sociaux importants liés à la réforme des retraites. Comme le montre notre infographie, sur la période étudiée (2008-2023), c'est en 2010 que le nombre de jours de grève dans le privé reste le plus élevé : 308 jours par salarié. Cette année-là, d'importants mouvements sociaux avaient touché le pays, principalement contre la réforme des retraites, mais ils avaient aussi pris une dimension anti-austérité plus générale suite à la crise financière de 2008.

Dans le détail, sur la période couverte, les transports et la logistique étaient le secteur d'activité dans lequel le ratio de journées individuelles non travaillées pour fait de grève était le plus élevé : 538 jours par an pour 1 000 salariés, tandis que le secteur de la construction affichait le ratio le plus faible : 11 jours, et que la moyenne nationale dans le secteur privé s'élevait à 110 jours.

Ecrit par le 6 février 2026

Le recours à la grève en France

Nombre de journées individuelles non travaillées pour fait de grève pour 1 000 salariés*



* Champ : France métropolitaine jusqu'en 2017, inclut les DROM (hors Mayotte) à partir de 2018 ; entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole.

** Moyenne 2008-2023, sauf secteur tertiaire : 2016-2023.

Source : Dares



statista

De Tristan Gaudiaut pour Statista

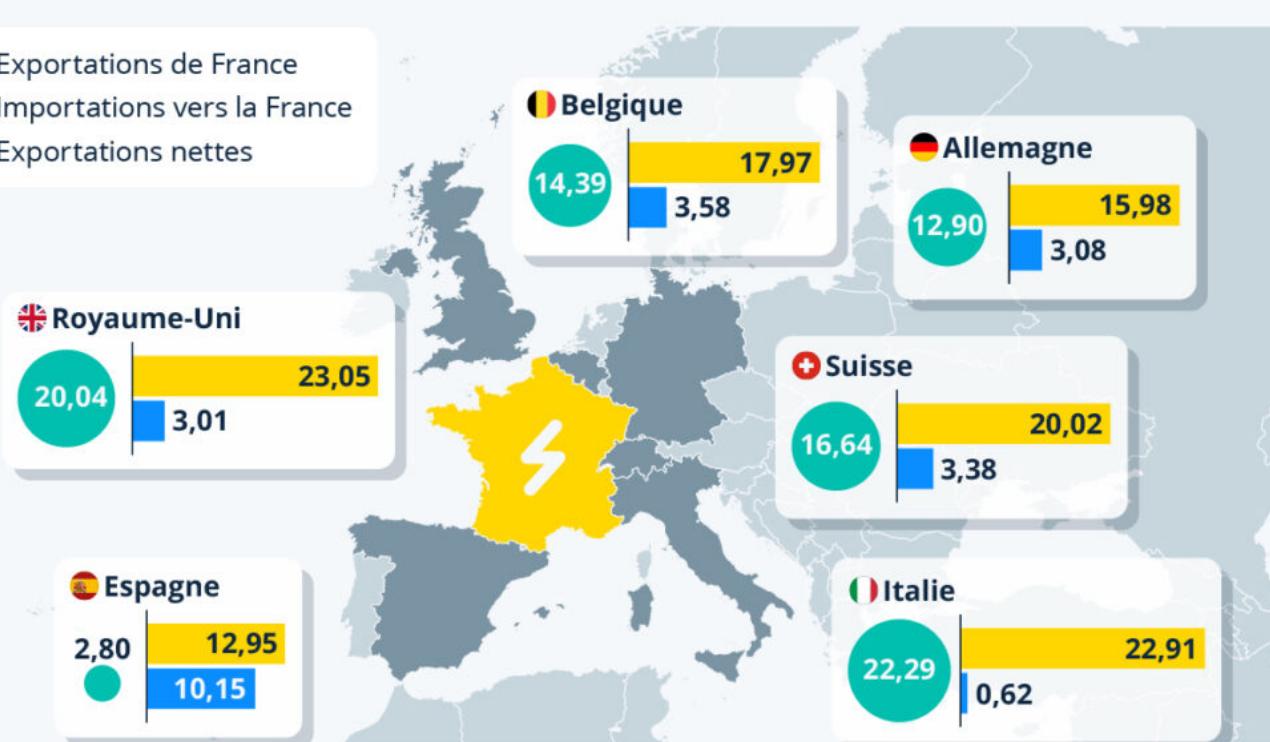
La France confirme son statut de première exportatrice d'électricité en Europe

Ecrit par le 6 février 2026

La France, premier exportateur d'électricité en Europe

Échanges d'électricité entre la France et ses partenaires européens en 2024, en térawattheures

- Exportations de France
- Importations vers la France
- Exportations nettes



Source : ENTSO-E via Energy-Charts



En 2024, la France a confirmé son statut de première exportatrice d'électricité en Europe, avec un solde net d'exportation de 89 térawattheures (TWh), battant son record précédent de 77 TWh établi en 2002. La France avait repris la place de première exportatrice d'électricité sur le continent en 2023, devant la Suède et la Norvège, grâce à la remontée en puissance du [parc nucléaire français](#), touché en 2022 par une baisse de production historique due à des arrêts de maintenance prolongés et des réductions liées à

Ecrit par le 6 février 2026

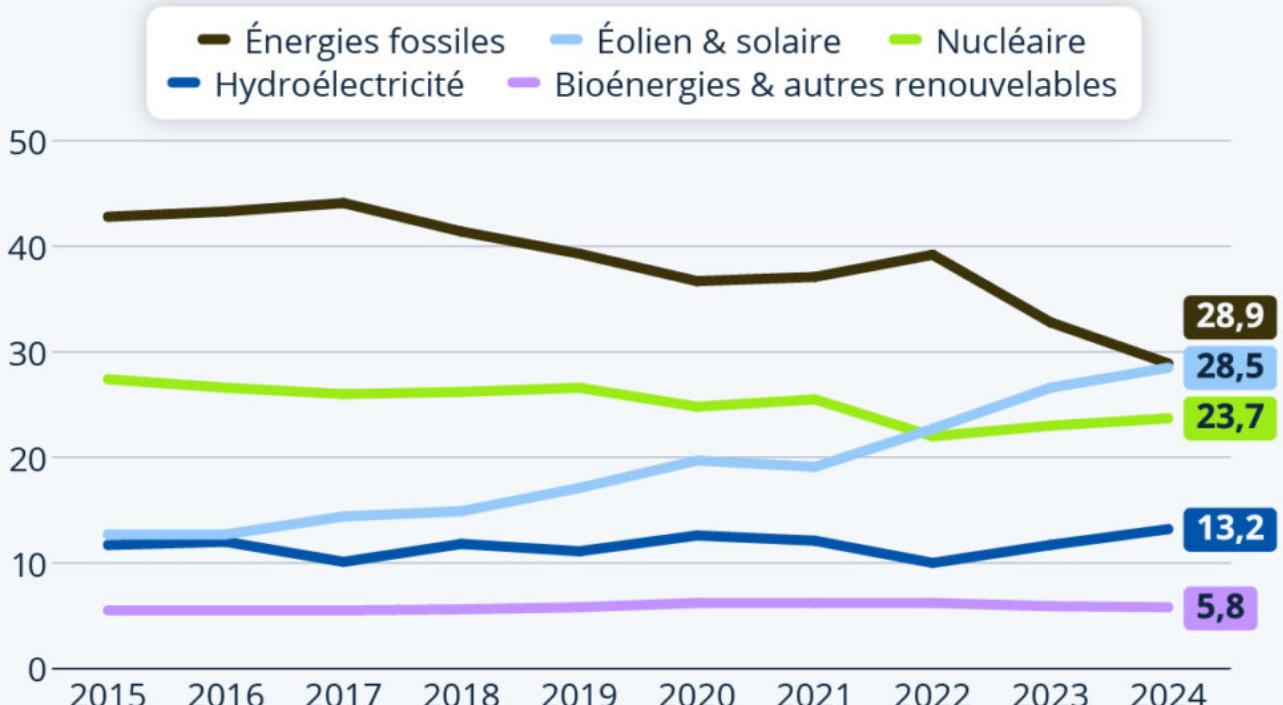
la sécheresse.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (ENTSO-e) compilées par Energy-Charts, un excédent d'exportation a été enregistré sur toutes les frontières françaises, notamment vers l'Italie (solde net de +22,29 TWh), le Royaume-Uni (+20,04 TWh), la Suisse (+16,64 TWh), la Belgique (+14,39 TWh), l'Allemagne (+12,90 TWh) et l'Espagne (+2,80 TWh). Majoritairement bas-carbone et plutôt compétitive en Europe en matière de coûts, la production d'électricité française est fréquemment sollicitée pour alimenter la consommation européenne.

Ecrit par le 6 février 2026

L'éolien et le solaire ont rattrapé les énergies fossiles

Répartition de la production annuelle d'électricité dans l'Union européenne par source d'énergie (en %)



Source : Ember



L'éolien et le solaire ont rattrapé les énergies fossiles dans l'UE

L'année 2024 a marqué un tournant dans la production d'électricité en Europe. Selon le suivi du think thank spécialisé sur les questions énergétiques [Ember](#), au premier semestre, pour la première fois sur six mois, les énergies éolienne et solaire ont produit plus d'électricité dans l'Union européenne (UE) que l'ensemble des énergies fossiles (charbon, gaz et pétrole). Sur l'ensemble de l'année cependant, ces deux

Ecrit par le 6 février 2026

sources renouvelables et les combustibles fossiles ont contribué à part à peu près égale à la production électrique européenne, soit près de 29 % du mix électrique de l'UE comme l'indique notre graphique. Il s'agit d'un record pour l'éolien et le solaire, tandis que la production d'électricité à partir d'énergies fossiles dans l'UE a atteint son plus bas niveau historique.

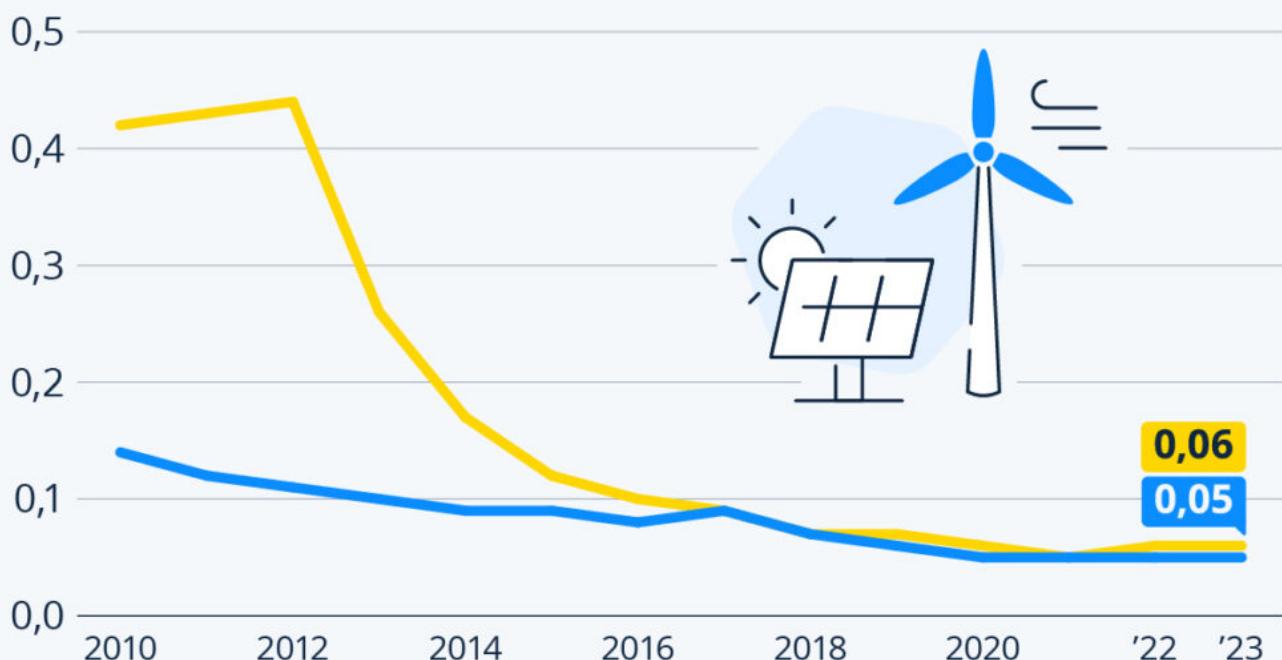
Les analystes d'Ember indiquent que c'est la forte croissance de l'[énergie solaire](#) qui a le plus contribué au déclin des combustibles fossiles dans l'UE en 2024, la production d'électricité photovoltaïque dépassant celle issue du charbon pour la première fois. La production électrique à partir de gaz naturel a baissé pour la cinquième année consécutive et a été inférieure à la [production éolienne](#) pour la deuxième année consécutive. Grâce à la croissance de l'énergie solaire et à la relance de la production hydroélectrique, les énergies renouvelables ont représenté près de la moitié (47 %) de la production d'électricité de l'UE l'an dernier, et les sources d'énergie bas-carbone - en incluant le [nucléaire](#) (24 %) - ont atteint 71 %, deux niveaux record.

Ecrit par le 6 février 2026

Le coût de production des énergies renouvelables

Évolution du coût moyen de production d'énergie photovoltaïque et éolienne en France, en dollars par kWh

— Énergie éolienne — Énergie solaire photovoltaïque



Source : Agence internationale pour les énergies renouvelables



statista

Le coût de production des énergies renouvelables a fortement diminué

D'après Ember, un think tank dont la mission est d'accélérer la transition vers l'énergie propre, [30 % de l'électricité produite dans l'Union européenne](#) au premier semestre 2024 provenait de l'éolien et du solaire, dépassant pour la première fois les combustibles fossiles (27 %). La production d'électricité à partir d'énergie fossile a diminué de 17 % (soit -71 TWh) au premier semestre 2024 par rapport à la

Ecrit par le 6 février 2026

même période l'année précédente. Après une forte chute de la demande d'électricité en 2022 et 2023, celle-ci a repris cette année, et la mise en service de nouvelles [capacités éoliennes](#) et solaires ont permis à l'Union européenne d'y répondre.

Comme le montre notre infographie, basée sur des [données](#) de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables compilées par Our World In Data, le coût moyen de production d'énergie solaire photovoltaïque a diminué de façon significative depuis 2010. Cette année-là, produire un kilowattheure d'électricité à partir de l'énergie solaire coûtait 42 centimes de dollar en moyenne sur l'ensemble de la durée de vie de la centrale électrique (donnée corrigée de l'inflation). En 2023, ce coût n'était plus que de 6 centimes de dollar, soit un montant similaire à celui nécessaire à la production d'un kilowattheure d'électricité avec l'énergie éolienne : 5 centimes de dollar. Le coût nécessaire à la production électrique d'origine éolienne a également diminué, bien que dans une moindre mesure, puisqu'il était de 14 centimes de dollar en moyenne en 2010.

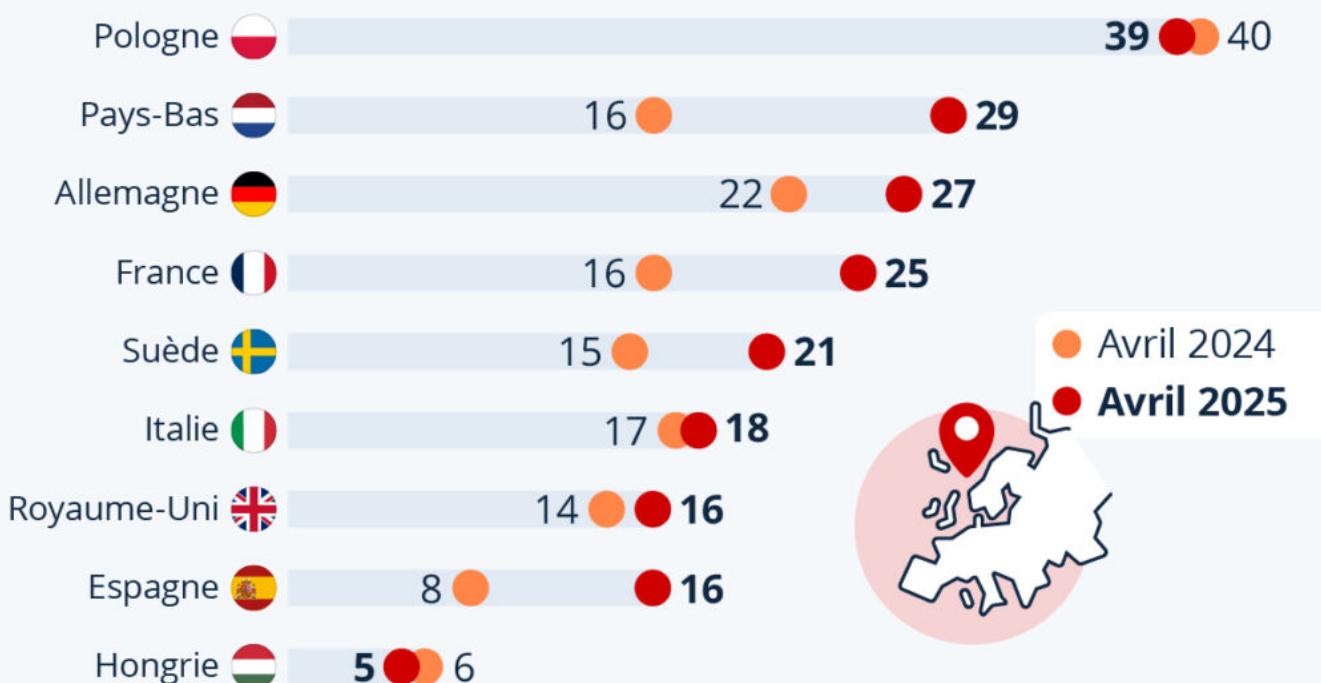
De Tristan Gaudiaut et Valentine Fourreau pour [Statista](#)

La peur d'un conflit militaire gagne du terrain en Europe

Ecrit par le 6 février 2026

La peur de la guerre gagne l'Europe

Part des répondants pour lesquels un conflit militaire entre nations est l'une des principales sources d'inquiétudes (en %)



Base : entre 500 et 1 000 personnes (16-74 ans) interrogées par pays. Graphique : sélection de pays.

Source : Ipsos - What Worries the World



Il y a 80 ans, le 8 mai 1945, la [Seconde Guerre mondiale](#) prenait fin en Europe avec la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne nazie. Depuis cette date, la paix a globalement régné sur une grande partie du continent, et pour la plupart des gens, la survenue d'une guerre interétatique sur le sol européen était devenue une perspective lointaine. Mais au cours des trois dernières années, la guerre d'agression contre l'Ukraine menée par la Russie en violation du droit international a changé la donne,

Ecrit par le 6 février 2026

faisant revenir le spectre d'un [conflit militaire](#) de grande ampleur en [Europe](#).

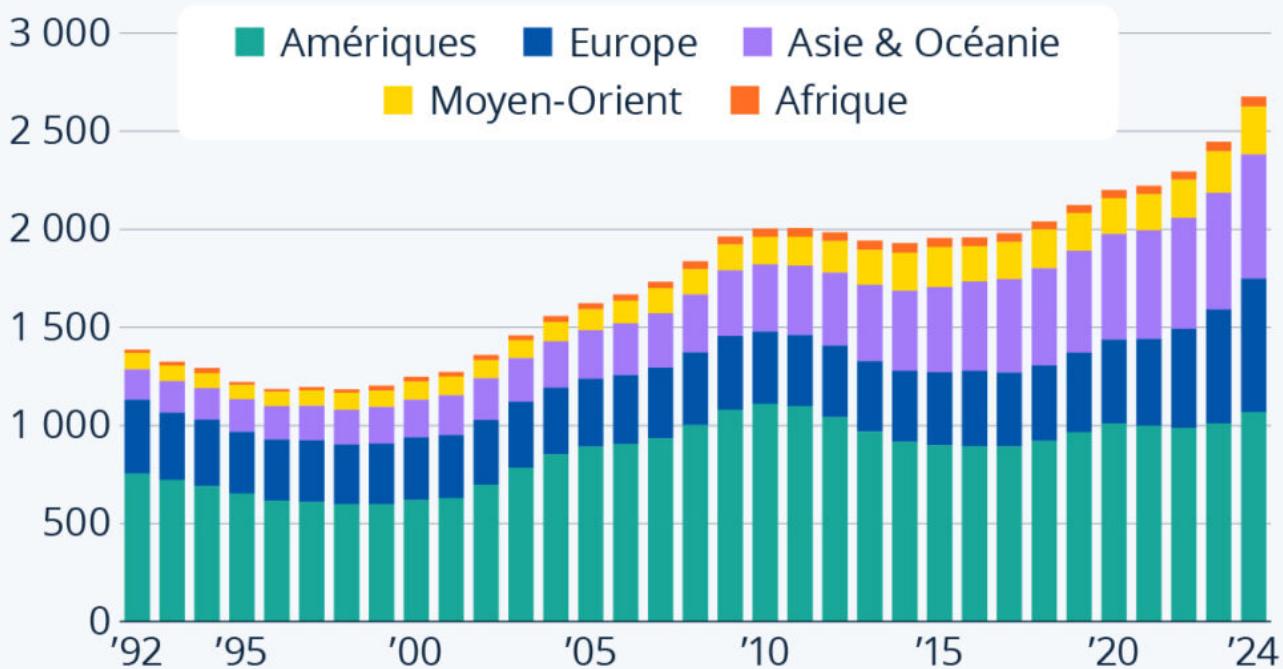
Comme le montrent les enquêtes du baromètre mensuel « What Worries the World » publié par [Ipsos](#), les préoccupations à ce sujet ont tendance à gagner du terrain dans les pays européens. En France par exemple, en avril 2025, un quart des personnes interrogées (25 %) ont déclaré qu'un conflit militaire entre États faisait partie de leurs plus grandes inquiétudes, en hausse de 9 points de pourcentage sur un an. Même au début de la [guerre en Ukraine](#), en avril 2022, ce chiffre n'était pas aussi élevé (20 %). Outre dans l'Hexagone, les craintes liées à la survenue d'un conflit ont aussi particulièrement augmenté aux Pays-Bas : alors que 16 % des Néerlandais interrogés se disaient inquiets à ce propos en avril 2024, ce chiffre est passé à 29 % le mois dernier (+13 points).

Comme l'indique notre infographie, les Polonais font partie de ceux qui se montrent les plus inquiets à ce sujet - probablement parce que leur pays partage une frontière à l'est avec l'Ukraine et au nord avec la Russie (enclave de Kaliningrad). En effet, 39 % d'entre eux ont récemment déclaré qu'un conflit militaire interétatique était l'une de leurs plus grandes préoccupations. À l'inverse, la situation semble bien différente en Hongrie, qui affiche le niveau d'inquiétudes à ce sujet le plus faible des pays européens étudiés (moins de 10 % des sondés).

Ecrit par le 6 février 2026

Armement : les dépenses militaires mondiales explosent

Estimation des dépenses militaires mondiales annuelles depuis 1992, par région (en milliards de dollars US)*



* En prix et à taux de change constants de 2023. Les dépenses pour le Moyen-Orient, l'Asie et l'Océanie incluent des estimations en raison de données manquantes pour plus de 10 % des pays.

Source : SIPRI



statista

Armement : les dépenses militaires explosent dans le monde

Alors que les [conflits se multiplient](#) dangereusement ces dernières années, le monde se réarme à vive allure. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm ([SIPRI](#)), les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards de dollars en 2024, soit une croissance annuelle de 9,4% en termes réels. Il s'agit de la plus forte hausse sur un an jamais enregistrée depuis au moins la fin de la

Ecrit par le 6 février 2026

guerre froide. SIPRI souligne que les dépenses militaires ont augmenté dans toutes les régions du monde, avec une hausse particulièrement rapide en Europe et au Moyen-Orient.

Les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Allemagne figurent en tête de liste des pays qui affichent les dépenses militaires les plus élevées. Ensemble, ils représentent plus de 60 % des dépenses mondiales dans ce domaine. Quant à la France, elle se classe au dizième rang derrière l'Arabie saoudite, avec un budget de défense de près de 65 milliards de dollars l'an dernier. L'industrie française de l'armement a su tirer partie de la hausse de la demande dans ce secteur ces dernières années : ses exportations ont augmenté de près de 50 % entre la période 2014-2018 et 2019-2023, faisant du pays le deuxième exportateur mondial d'armes.

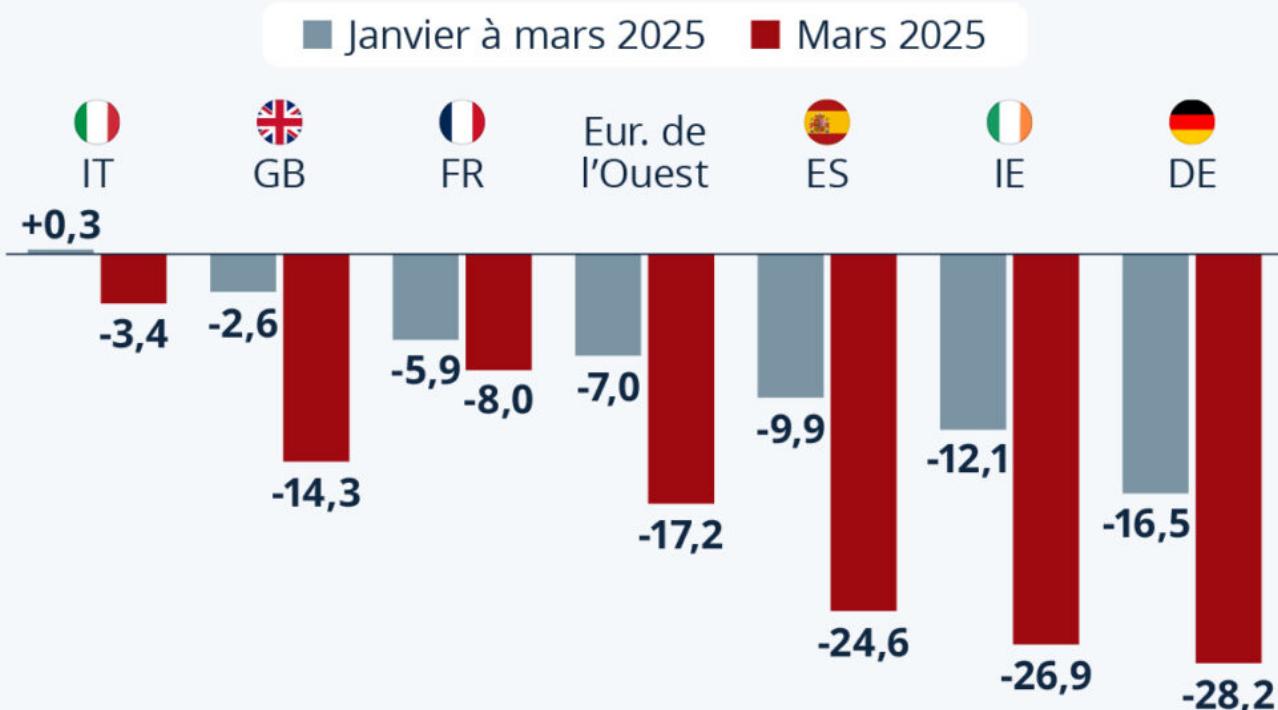
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Les Européens boudent les États-Unis

Ecrit par le 6 février 2026

Les Européens boudent les États-Unis

Évolution du nombre d'arrivées de voyageurs européens aux États-Unis entre le premier trimestre 2024 et 2025, en %



Source : Office national américain du tourisme et des voyages (NTTO)



statista

Donald Trump et sa politique vont-ils coûter cher à l'[industrie du tourisme](#) des États-Unis ? En raison de l'actualité, de plus en plus d'Européens décident d'annuler leur projet de voyage aux États-Unis. C'est ce que révèlent les derniers chiffres publiés en avril par l'Office national américain du tourisme et des voyages ([NTTO](#)), qui indiquent que les arrivées de visiteurs internationaux ont baissé au premier trimestre 2025, et que cette situation s'est aggravée en mars.

Ecrit par le 6 février 2026

Par rapport à la même période en 2024, le nombre de voyageurs en provenance d'Europe de l'Ouest, incluant aussi bien les touristes que les voyageurs d'affaires, a chuté d'environ 17 % le mois dernier, et depuis janvier, de 7 %. Comme le détaille notre infographie, la diminution des flux de voyageurs est particulièrement marquée en provenance d'Allemagne, d'Irlande et d'Espagne, avec une chute de plus de 20 % mesurée en mars. Le nombre de voyageurs français aux [États-Unis](#) a lui baissé de 8 % le mois dernier et d'environ 6 % sur la totalité du premier trimestre.

Récemment interviewés par le journal [Le Monde](#), des porte-paroles et dirigeants de l'industrie du voyage en France confirment la tendance : « des clients qui avaient commencé le processus ont renoncé, dans la foulée de l'arrivée de Trump », « on a vu une vraie différence après l'épisode du bureau Ovale », « pour des raisons politiques, c'est rare ».

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

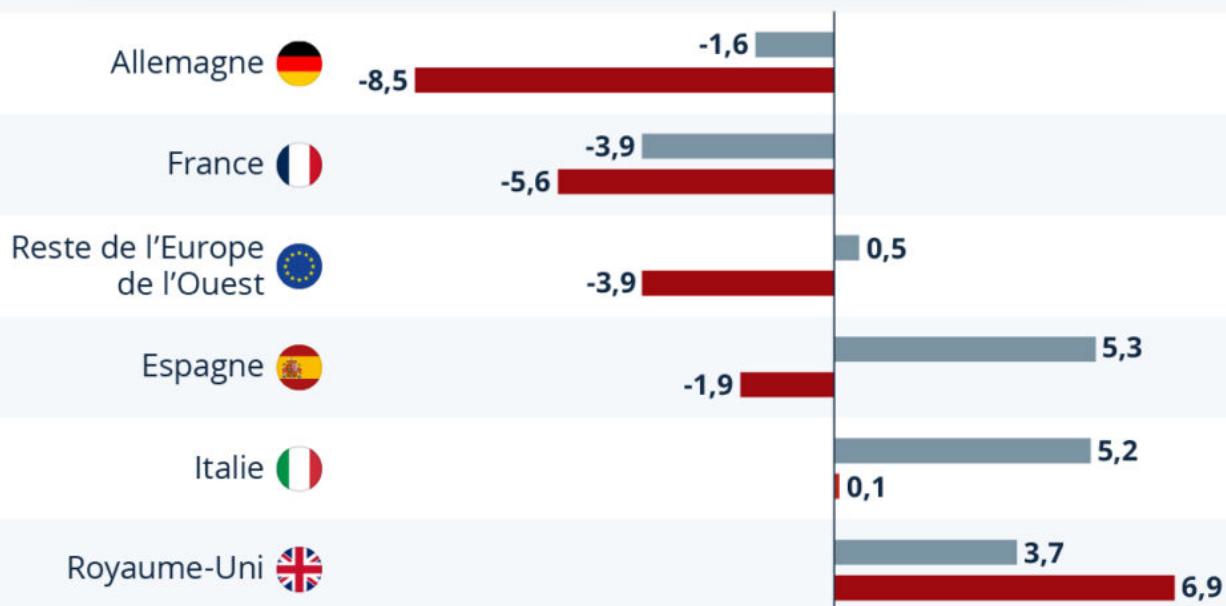
Tourisme : les Européens délaisSENT-ils les États-Unis ?

Ecrit par le 6 février 2026

Les Européens délaisSENT-ils les États-Unis ?

Évolution du nombre de voyageurs d'Europe vers les États-Unis, en %

■ Différence janvier 2025/janvier 2024 ■ Différence février 2025/février 2024



Source : Office national du voyage et du tourisme des États-Unis



Donald Trump et sa politique vont-ils coûter cher à l'industrie du tourisme des États-Unis ? C'est en tout cas ce que suggère un [récent article](#) du Washington Post. D'après la revue *Tourism Economics*, revue internationale qui couvre les aspects commerciaux du secteur du tourisme dans le monde, le nombre de visiteurs internationaux vers les États-Unis devrait diminuer de 5 % cette année, contribuant à un manque à gagner de 64 milliards de dollars pour l'industrie du voyage dans le pays.

Ecrit par le 6 février 2026

Comme le montrent les [données](#) de l'Office national du voyage et du tourisme des États-Unis, le nombre de personnes ayant visité les États-Unis a diminué en 2025 par rapport à 2024. Si l'on considère l'ensemble des pays et des régions du monde, le nombre de visiteurs a baissé de 2,4 % en février. Certes, le recul pour l'Europe de l'Ouest est un peu moins important (-1,0 %), mais ces chiffres varient fortement d'un pays à l'autre.

L'Allemagne semble par exemple avoir particulièrement choisi de délaisser les États-Unis. Si les Allemands étaient déjà moins nombreux à traverser l'Atlantique en janvier, le trafic touristique s'est littéralement effondré en février, avec une baisse de 8,5 %. En France aussi, l'intérêt pour les voyages vers les Etats-Unis semble avoir diminué depuis le début de l'année. Il existe toutefois des exceptions. Ainsi, au cours des deux premiers mois de l'année, les Britanniques ont été nettement plus nombreux à prendre l'avion en direction des Etats-Unis qu'en 2024.

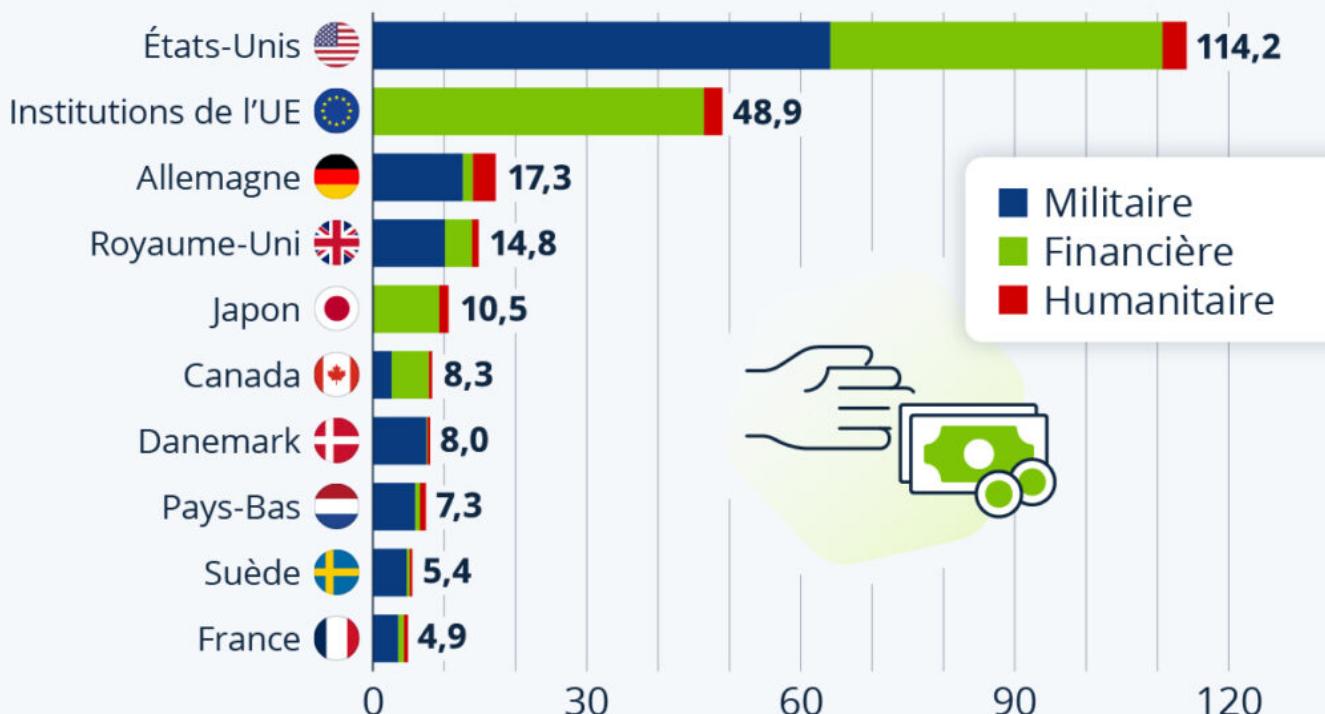
De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Quels pays ont fourni le plus d'aides à l'Ukraine ?

Ecrit par le 6 février 2026

Les pays qui ont fourni le plus d'aides à l'Ukraine

Montant des aides accordées à l'Ukraine entre le 24 janv. 2022 et le 31 décembre 2024 (en milliards d'euros)



Sélection des dix pays/institutions ayant accordé le plus d'aides sur cette période.

Source : Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW)



Selon le [suivi](#) des aides internationales promises à l'[Ukraine](#) de l'Institut d'économie de Kiel, les États-Unis ont accordé le plus grand soutien à Kyiv depuis le début de l'invasion russe, avec un total d'environ 114 milliards d'euros d'aides, principalement militaire, recensées fin décembre 2024. Les pays dépassent ainsi l'ensemble des institutions de l'Union européenne (auxquelles la France contribue via sa [participation au budget de l'UE](#)) qui ont accordé un total d'environ 49 milliards d'euros sur la même

Ecrit par le 6 février 2026

période, en incluant les aides financières de la Banque européenne d'investissement. En février 2024, les 27 pays de l'Union européenne s'étaient accordés sur un programme de soutien de 50 milliards d'euros supplémentaires pour l'Ukraine, inclus dans une rallonge du budget de l'UE jusqu'en 2027.

La France se classe quant à elle au 10e rang des pays ou institutions fournissant le plus d'aides en valeur, avec un montant total annoncé de 4,9 milliards d'euros du 24 janvier 2022 au 31 décembre 2024 (dernier relevé disponible). Au cours de cette période, le soutien officiellement accordé par le gouvernement français a principalement été d'ordre [militaire](#) (3,5 milliards d'euros). Le 12 mars dernier, l'Assemblée nationale avait voté à une large majorité en faveur de l'accord bilatéral d'aide entre la France et l'Ukraine. Cet accord, signé le 16 février dernier par le président de la République Emmanuel Macron et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, prévoit entre autres un engagement de dix ans de la France envers l'Ukraine.

Si l'on regarde la contribution rapportée à la taille de l'économie, c'est le Danemark et l'Estonie qui arrivent en première position, avec des montants accordé en aides bilatérales qui représentaient 2,2 % de leurs PIB respectifs sur la période étudiée. La Lituanie (1,8 %) suivait. En comparaison, l'aide engagée par les États-Unis représentait 0,5 % de son [\(important\) PIB](#).

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Note : pour les pays de l'UE, ces chiffres ne prennent en compte que l'aide bilatérale accordée par chaque pays, et exclut leur participation au budget de l'UE.